

PREMIERE ANNEE.

NEW-YORK, 15 JUILLET 1876

NUMERO 12

Le BULLETIN de publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqué par les SECRÉTAIRES.

Le Bulletin paraît le 1er et le 15 de chaque mois.

LA 3e SECTION.

Dans notre précédent numéro, nous avons annoncé la formation d'une 3e Section de New York à Staten Island.

Nous applaudissons de tout cœur à l'initiative des membres de l'Union et des républicains français de Staten Island qui se sont unis à eux pour former cette nouvelle branche de la société destinée à solidariser entre eux tous les républicains français des Etats Unis.

Nous espérons que tous les républicains français qui habitent Staten Island et qui ne font pas encore partie de l'Union Républicaine s'empresseront de se joindre à la 3e Section.

Mais nous espérons aussi que leur exemple sera bientôt suivi par les républicains français des autres localités.

Il y a dans les environs de New York, comme dans tous les Etats Unis un grand nombre de localités renfermant plus ou moins de républicains français.

Jusqu'ici, ces républicains, tout en donnant leur concours cordial et dévoué aux principes qui nous rallient et aux mouvements politiques qui les affirment, n'ont pas jugé utile de se constituer en sociétés républicaines françaises, pensant que leur petit nombre les empêchait d'organiser des sociétés ayant quelque importance.

Tant qu'il s'agissait de constituer des sociétés isolées et sans rapport les unes avec les autres, ils avaient raison. Mais aujourd'hui, les conditions sont changées. L'Union Républicaine existe dans l'Est comme dans l'Ouest des Etats Unis et une Section locale, quelque petit que soit le nombre de ses membres, devient puissante, parce qu'elle fait partie intégrante de la grande Union Républicaine de langue française.

Partout donc où il y a des républicains français, il y a possibilité de constituer une Section de l'Union Républicaine.

Et puis, autre résultat :

Quelques uns des membres de la 3e Section faisaient déjà partie de la 1re Section de New York. Malgré leur éloignement du lieu des réunions, ils étaient assez dévoués pour assister de temps en temps aux séances. Mais combien de citoyens de Staten Island qui, pour une cause ou pour une autre, ne pouvaient faire partie de l'Union, ou n'en faisaient partie que d'une façon nominale. Tous, désormais, pourront devenir membres actifs de la 3e Section.

Espérons donc que l'exemple de la 3e Section sera bientôt copié et suivi.

L'Union Républicaine doit rallier autour d'elle, non seulement les grandes villes, mais jusqu'aux plus petits villages où il y a des républicains français.

L'union fait la force; unissons-nous donc, si nous voulons exercer la légitime influence qui nous est due en Amérique.

Concluons : les citoyens de Staten Island ont montré l'exemple; par leur initiative, ils ont bien mérité de la République.

LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES.

Il paraît que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des républiques, et la preuve, c'est que le Sénat vient de refuser les droits civils et politiques aux Chinois.

De deux choses l'une : ou les Chinois sont des émigrants volontaires, venant ici dans l'intention de s'y établir, ou les Chinois sont amenés ici, moitié de gré, moitié de force, liés par un contrat de dix ans, pour constituer une classe de parias, et remplacer l'esclavage des noirs par l'esclavage des jaunes.

Dans le premier cas, ils devraient jouir de tous les droits et de tous les avantages accordés aux autres étrangers.

Dans le second cas, ils devraient être exclus du territoire des Etats-Unis, et des peines très sévères devraient être infligées, non seulement à ceux qui les ont amenés, et contre ceux qui les achètent aux traitants.

Nous sommes donc en faveur de la liberté, ce qui signifie qu'il ne doit pas y avoir de classes privilégiées, et c'est constituer un privilège que d'admettre aux Etats Unis des citoyens à part entière, et de leur donner les mêmes droits civils et politiques, et des privilèges à perpétuité, sans justification d'aucune sorte.

L'émigrant qui arrive d'Europe y est libre, sans risques et périls.

L'émigrant qui est amené de l'étranger le fait à ses risques et périls.

Un et l'autre n'ont liés par aucun contrat, par aucun serment, par aucun vœu, par aucun serment, et quittent leur pays quand bon leur semble. Si le maître les force, par exemple, de servir certains caprices du maître, il n'y a pas, pas même vrai, que les institutions n'entraînent en leur faveur. Enfin, pour défendre leurs droits légitimes, ils possèdent une force, ils ont le scrutin.

En revanche, quelle est la situation des Chinois ? Il s'embarquent sur un Fonghoine, il se vend ou on le vend; et moitié de gré, moitié de force, il arrive en Amérique. Là, le traitant en chair humaine qui l'a acheté le revend à d'autres capitalistes qui veulent exploiter son travail.

On fait signer à ce malheureux, qui ne sait qu'il fait, un contrat de dix ans.

Par ce contrat, il vend son travail pour un salaire de beaucoup inférieur au prix courant de la place, et encore, sur ce salaire, il est obligé de rembourser le prix que son maître a payé pour l'acheter; en sorte que, tout compte fait, il ne travaille que pour se nourrir.

Jadis, nous avions des Nègres, aujourd'hui nous avons des Chinois.

Jadis, l'esclavage s'étalait au soleil; on achetait et on vendait publiquement les nègres; on ne leur défendait ni promesses mentales ni espérances illusoires; on les faisait simplement et brutalement travailler à coups de fouet.

Aujourd'hui, l'esclavage se cache dans l'ombre, il se couvre d'hypocrisie; n'osant arborer ses couleurs, il prend autant que possible les apparences de la liberté.

Mais un homme qui se vend, ou que l'on vend à un Joueur, laisse à celui-ci le droit de le revendir à qui bon lui semble est-il libre ?

Mais un homme qui, par force, vend son travail pour dix ans moyennant un salaire insuffisant et hors de toute proportion avec les prix courants de la place; salaire que l'on trouve encore moyen d'annuler sous prétexte de remboursements pour frais de voyage, est-il libre ?

La loi même reconnaît-elle à l'ouvrier le droit de contracter pour dix ans ? N'annule-t-elle pas de fait un pareil contrat ?

N'est-ce pas là l'esclavage compliqué d'hypocrisie ? Et devons-nous permettre à l'esclavage de se reconstruire sous une nouvelle forme ?

Non ! Refuser aux Chinois les droits civils et politiques, tout en permettant leur introduction dans le pays, c'est constituer une classe de parias, c'est donner la main à la création d'un nouvel esclavage.

Ce n'est pas là ce que nous attendons du Congrès. La véritable question, la voici :

Il existe aux Etats Unis une loi qui défend la traite des Chinois; le Congrès la fera-t-il exécuter, oui ou non ?

Si le Congrès ne fait pas son devoir, les législatures d'Etat le feront-elles, oui ou non ?

Les Joueurs méritent-ils la corde tout aussi bien que les Nègres, oui ou non ?

Ceux qui achètent des Chinois doivent-ils être condamnés à indemnité pour tous les dommages causés par cette spéculation illicite, oui ou non ?

Messieurs du Congrès, répondez.

Et si vous répondez oui, comme la justice et le devoir vous commandent de le faire, eh bien, vous pourrez alors accorder les droits civils et politiques aux Chinois, car alors, ils resteront dans le droit commun, ils se trouveront placés dans les conditions de tous les autres émigrants.

Quant aux ouvriers, leur devoir est tout tracé. Ils doivent non seulement protester, mais déclarer qu'ils ne voteront jamais leurs votes seront refusés à tout membre du Congrès, à tout fonctionnaire public qui ne s'efforcera pas de détruire ce nouvel esclavage.

Travailleurs, le scrutin est dans nos mains, sachons en faire bon usage.

La Guerre Sociale.

Des qu'il y a entre deux classes de la société des intérêts complètement opposés, il y a nécessairement lutte, contestation, guerre; on peut ne pas se battre ouvertement, car la violence n'est jamais qu'un pis aller; mais forcément, fatalement, si l'on ne parvient à concilier les intérêts en lutte, on en vient à la guerre ouverte.

Quand la raison, la loyauté, la bonne foi, l'abandon volontaire de privilèges dangereux n'ont pas su dénouer une situation, la force brutale finit toujours par la trancher.

L'Amérique nous offre un exemple récent de cette vérité : chacun sait ce qu'il a coûté d'argent, de sang et de larmes pour abolir l'esclavage des noirs.

Eh bien, entre les ouvriers et les capitalistes, il y a aujourd'hui un antagonisme complet, radical.

L'ouvrier défend ses salaires que le capitaliste s'efforce d'avilir.

Le capitaliste s'efforce de parquer les travailleurs dans ses fabriques, de les soumettre aux règlements les plus sévères et aux plus minimes salaires; en un mot, de reconstruire l'esclavage sous une forme nouvelle; l'ouvrier défend sa liberté.

Cependant, malgré cet antagonisme, une lutte armée est facile à éviter. Dans un pays de liberté, dans un pays où le scrutin peut donner la victoire, l'ouvrier peut recourir aux moyens légaux, espérer de reconquérir ses droits par des voies pacifiques. Dans une telle situation, on n'a recours à la force brutale qu'à la dernière extrémité.

Mais cette extrémité, il ne faut pas la provoquer, il ne faut pas pousser l'ouvrier au désespoir, si l'on ne veut rendre la lutte inévitable.

Et que fait-on cependant, quand on fait la traite des Chinois au profit des manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre ?

Ces Chinois qui se contentent en un mois du salaire qu'il faut à l'ouvrier américain dans une semaine, ne constituent-ils pas pour ce dernier une concurrence désastreuse ?

Ces Chinois que l'on fait venir par chargements pour remplacer tout le personnel d'une manufacture, ne jettent-ils pas, sans transition, des centaines d'ouvriers sur le pavé ?

Et vous voudriez que les ouvriers, voyant le danger, ne fissent pas tout ce qui est en leur pouvoir pour l'empêcher.

Ne nous y trompons pas, faire la traite des jaunes, c'est provoquer à la guerre sociale compliquée d'une guerre de races.

C'est aux capitalistes de dire s'ils veulent, de gaieté de cœur exposer le pays à cette terrible épreuve.

Mais surtout, c'est au Congrès d'arrêter le mal pendant qu'il en est temps encore.

Quid qu'il en soit, déjà les ouvriers protestent, et s'il le faut, ils sauront agir.

La Baisse des Salaires

C'est une loi reconnue par tous les économistes, que les salaires tendent à se mettre au niveau des moyens de subsistance, c'est-à-dire à se proportionner aux dépenses nécessaires pour permettre à l'ouvrier de vivre et d'élever sa famille. Souvent il s'agit d'un équilibre beaucoup plus bas ; c'est quand il y a suffisamment de malheureux que la misère pousse à offrir leur travail pour un morceau de pain.

Pressés par la concurrence des plus pauvres d'entre eux, autant que par les exigences des patrons, les ouvriers font grève pour maintenir le taux de leurs salaires ; mais souvent malgré tous leurs efforts, ils s'y parviennent pas.

Il faut vivre pourtant, et si les salaires diminuent, l'ouvrier se voit d'abord forcé de se priver des choses qui ne sont pas tout-à-fait indispensables à la vie. Par un sentiment de dignité qui l'honore, il vitait à se procurer du confort, de la décence, du luxe même ; l'habit ne fait pas le moine, se disait-il, mais il contribue cependant à donner bonne opinion de celui qui le porte ; et puis, bien vêtus, il se sentait l'égal du riche. Dis que les haillons de la misère précèdent dans un pays, on y verra bientôt deux classes aussi tranchées par leurs droits et leurs privilèges qu'elles le sont par leurs habits. L'ouvrier sent ce danger ; aussi que de précautions, de sacrifices, il se procure dans son intérieur pour pouvoir, lorsqu'il sort après son travail, paraître décentement en public.

Mais les salaires baissent, il faut se priver... Adieu montres d'or et bijoux ; adieu perures et vêtements de luxe ! Il faut manger d'abord, et surtout, il faut payer son loyer...

Comprend-on le désespoir de cet homme réduit à se priver de choses qui, pourtant, ne sont pas indispensables à la vie ? Ah ! il faut avoir perdu tout sentiment de dignité pour ne pas sentir cela !...

Mais les salaires baissent encore... que faire ?... Par convenance, par peur du mépris, on avait un logement de quatre pièces. Il en fallait bien une pour la fille, une pour le garçon, une pour les parents et une pour recevoir ; mais il faut se restreindre... on se contentera d'une seule chambre. Et comme on tient jusqu'au bout à conserver les apparences, eh bien ! on simplifiera les couchettes, on les cachera dans quelque coin, et on les ôtera la nuit sur le plancher.

Mais les salaires baissent encore... que faire ?... faut-il porter des chaussures défilées, des vêtements en lambeaux ? Non ! on a trop de fierté pour cela ! On se privera, mais sur quoi ?... Sur la nourriture !... On souffrira, on s'usera la santé, mais devant le monde on pourra encore paraître avec décence.

Mais les salaires baissent encore... Cette fois l'ouvrier se décourage et s'abandonne. Les vêtements tombent en lambeaux, on les raccommode tant bien que mal, car on se peut les remplacer ; les chaussures sont usées, mais on n'a pas d'argent !

Il ne reste plus qu'un refuge : il faut s'étonner, il faut oublier la triste réalité ; la joie réelle a disparu avec le bien-être, il faut provoquer une joie factice ; et que fait-on pour cela ? on s'enivre !...

Et puis, la nécessité nous talonne, la faim commande, il faut manger... et la fille se prostitue !

Et la misère devient la source de tous les vices, et bientôt de tous les crimes.

Le travail, quand il est sans espoir, devient supplice ; et l'ouvrier se fait voler...

Que peut-il craindre désormais ?

La prison !

Mais il y est mieux logé, mieux noté, mieux vêtu que dans sa mansarde ou dans sa cave, quand il en a une, car souvent le chômage ne lui laisse d'autre logis que le coin de la borne.

Est-ce là la condition à laquelle on voudrait ravalier l'ouvrier américain ?

On le croirait, puisqu'on lui suscite la concurrence de la misère, puisqu'on fait le traité des jamaïques.

Le Chinois, abruti par plusieurs siècles de misère, a trouvé moyen de vivre avec la plus malgre pittance possible ; il a fait plus, il a supprimé le logement par la promiscuité.

Qu'il vienne librement, à ses frais, risques et périls, passe encore ; quoiqu'il n'en serait pas moins un danger. Dans un siècle où les capitalistes profitent de tous les malheurs publics ou privés pour s'enrichir, celui qui se contente d'un salaire insuffisant pour vivre est quand même un ennemi.

Les salaires tendent toujours à se mettre au niveau des moyens de subsistance. Travailleurs américains, voulez-vous réduire vos moyens de subsistance au niveau de ceux des Chinois ?

Il le fera bien pourtant, si des lois sévères n'ont pu empêcher au plus tôt le traité des jamaïques.

Cependant, n'accusez pas ces malheureux Chinois ; ils ne savent ce qu'ils font. On leur offre des conditions plus avantageuses que celles qu'ils trouvent dans leur pays, ils acceptent ; ils sont possédés par le mobile qui nous dirige tous ; celui d'améliorer leur condition.

Les vrais coupables, les seuls coupables, ce ne sont pas les Chinois, ce sont ceux qui les font venir à leurs frais par cargaisons.

LES COALITIONS.

Nos pères de 1789 croyaient avoir, en détruisant les privilèges de la noblesse, accompli la révolution. Chacun, dissout-ils, aura désormais accès à la propriété et pourra, par son industrie, faire son chemin dans le monde. Mais ils comptaient sans les inventions mécaniques qui devaient fatalement reconstruire, sous une autre forme, la grande propriété.

Alexis, en effet, le travail était presque entièrement manuel, ce qui favorisait beaucoup la petite industrie. Quand il ne fallait que quelques outils pour s'établir, l'ouvrier habile pouvait aisément devenir patron et lutter avec avantage, lui qui travaillait tout en dirigeant son petit atelier, contre l'industriel plus riche, mais qui ne savait ni se vouloir travailler.

Mais les machines sont venues, la vapeur et l'électricité ont remplacé les bras humains, et le petit patron a cédé la place au grand industriel. Que peuvent en effet l'adresse des mains et la force des bras devant les puissances mécaniques ?

Jadis le compagnon était plutôt l'ami du patron que son ouvrier ; travaillant ensemble, il s'établissait entre eux une sorte de familiarité. Aujourd'hui l'ouvrier n'a plus rien de commun avec celui qui l'occupe ; il était compagnon de maîtres, il est devenu un accessoire, son esclavage, pire encore, se mesure à travers.

Avec la petite industrie, la concurrence était la règle, le monopole l'exception. Quand il suffisait de savoir un métier et d'avoir quelques outils pour s'établir, la concurrence était ouverte à tous. Mais aujourd'hui, faites donc concurrence aux grandes compagnies industrielles, lorsqu'il faut des millions pour monter le moindre de leurs établissements !

Forcément, fatalement, l'industrie devient un monopole.

Il y a quelques années, les grandes compagnies se faisaient encore concurrence ; mais c'était pour écraser les quelques entreprises individuelles qui subsistaient encore, ou pour détruire les compagnies les moins puissantes, afin de concentrer la richesse publique dans un plus petit nombre de mains.

Et le public applaudissait à ces luttes de quelques capitalistes ! Bravo ! disait-il, pendant qu'ils se débattaient les uns les autres, nous jouissons du bon marché !

Où, mais dis que les gros ont en mangé les petits, la concurrence a fait place à la coalition, et le bon marché à disparaître.

Qui dispose aujourd'hui des mines de houille ? Deux ou trois compagnies coalées pour rançonner les consommateurs et pour exploiter les ouvriers mineurs.

Qui tient les routes, les canaux, les chemins de fer, les lignes d'omnibus ? Encore des compagnies coalées.

Qui accapare le commerce maritime ? Quelques armateurs coalés.

Qui fixe le prix des loyers ? Quelques propriétaires coalés.

Qui règle le prix des marchandises ? Quelques négociants coalés.

Qui manipule les deniers publics, dispose du crédit et fait à son gré la hausse ou la baisse ? Quelques banquiers, quelques agitateurs coalés.

Enfin, qui s'efforce d'avilir les salaires ? Des patrons coalés.

Regardez partout autour de vous, et partout vous vous heurtez contre une coalition de capitalistes.

En face de cette situation, l'ouvrier voyant diminuer ses salaires et augmenter ses dépenses, a senti le besoin de résister aux exigences des détenteurs du capital ; pour cela, il a fait comme ses maîtres, il s'est coalé.

Sentant son impuissance tant qu'il agirait isolément, il s'est organisé en sociétés de résistance par corps de métiers, afin de donner à ses réclamations l'ensemble et l'unité qui seuls constituent la force.

Puis, voyant que ses sociétés isolées sont encore trop faibles pour soutenir avantageusement la lutte, il cherche à les solidariser entre elles, à constituer dans le monde une grande Association internationale des Travailleurs.

Certes, nous pensons qu'il faut aux travailleurs des

organisations aboutissant à quelque chose de plus que la grève ; nous croyons qu'ils pourraient employer contre les capitalistes des armes plus rationnelles, plus efficaces et moins dangereuses que les sociétés de résistance ; mais le danger pressait, il fallait agir ; il fallait bien prendre, en attendant mieux, la seule arme qui se présentait sous leurs mains.

D'ailleurs, est-ce aux capitalistes de s'en plaindre, eux qui leur ont donné l'exemple ?

Est-ce à eux de se récrier contre les exigences des ouvriers ?

Il paraît que des exigences qui font parfois gagner quelques sous de plus aux ouvriers sont exorbitantes. On ne s'en doutait pas.

Et les exigences des compagnies industrielles, commerciales et financières ; les exigences des propriétaires ; qu'en dites-vous ?

Celles-là ne se comptent ni par sous, ni par dollars, mais par millions.

Il est vrai que les compagnies de capitalistes et de propriétaires peuvent nous voler impunément ; elles sont privilégiées, patentées, charités ; la loi les défend et les protège.

Qu'un agitateur, par un tripatage de bourse, jette le désarroi dans le crédit public et la ruine dans les fortunes privées, il est dans son droit.

Qu'un accapareur fasse monter les produits alimentaires à un prix indéchiffrable, il est dans son droit.

Qu'un propriétaire exige de ses locataires des loyers ruineux, il est dans son droit.

Qu'un mont-de-piété prête, sans raison à ses clients, cent sous en réalité à 40, au pauvre ouvrier qui a besoin de quelques sous pour payer son loyer, il est dans son droit.

Etranges lois, vraiment ! que celles qui permettent de priver les choux.

Aussi, c'est la faute des ouvriers ; pourquoi laissent-ils manipuler les élections et les lois par les capitalistes ?

Patience, à force de recevoir sur les doigts, le peuple finira par voir clair.

Autre reproche des capitalistes : Par leurs grèves, disent-ils, les ouvriers jettent la défiance et l'incertitude dans les affaires. Quel est l'entrepreneur qui, lorsqu'il a signé un contrat, ne court pas le risque d'être ruiné ou tout au moins privé des bénéfices qu'il espérait, par une grève subite et imprévue des ouvriers ?

Soit... Mais vous, messieurs les capitalistes, ne jetez-vous pas l'incertitude sur le marché par vos manipulations boursières, vos accaparements, vos exactions et vos rapines de toutes sortes ? et vous avez vos plaintes que l'ouvrier qui fait grève pour défendre ses salaires jette parfois un peu de trouble dans les affaires ?

Je comprends : A vous, les seigneurs du capital, tout est permis ; mais l'ouvrier... ne pas se laisser tromper sans protester... quelle audace !

C'est pourtant comme cela, il faut en prendre votre part.

Pour avilir les salaires, vous avez suscité à l'ouvrier la concurrence de la femme et de l'enfant, et vous lui suscitez maintenant la concurrence des Chinois ; c'est la guerre.

Pour rançonner le consommateur et pressurer le producteur, vous vous êtes coalisés, c'est encore la guerre.

Eh bien ! l'ouvrier répond à la coalition par la coalition à la guerre par la guerre. C'est son droit.

Il est vrai que dans cette voie, la lutte se complique de haine ; on s'entête de part et d'autre, et aux moyens pacifiques pourraient bien succéder les moyens violents.

A vous, capitalistes, de prévenir ce danger. Vous parlez de conciliation, d'abnégation, de sacrifice ; donnez l'exemple.

D'ailleurs, que voulez-vous que l'ouvrier sacrifie ? Il n'a rien et vous avez tout ; à vous d'entrer dans la voie.

Où bien, au Congrès de vous rogner les ongles et les dents.

Dans l'intérêt de tous, ne poussez pas les ouvriers aux dernières extrémités ; car la faim est mauvaise conseillère et le désespoir engendre toujours la vengeance.

FAUTE D'UN ROI !

Pauvres Espagnols ! ils avaient jeté à la porte leur reine — et quelle reine ! — Ils étaient libres, ou du moins pouvaient l'être. Ils pouvaient respirer et vivre ; ne payer d'impôts que ceux qu'ils auraient jugés indispensables ; n'avoir d'armée et de généraux qu'autant qu'il est nécessaire pour mettre le pays à l'abri des éventualités quotidiennes ; ils pouvaient organiser l'instruction publique, développer en paix la richesse

agricole, industrielle et commerciale de leur pays favorisé; Ils pouvaient, ils pouvaient..... Mais ils ne pouvaient plus dormir!

Plus de roi! conçoit-on cela quand on en a toujours eu! Plus personne pour les gruger, les piller les incarcer, les déporter, les fusiller; plus personne pour penser, vivre et agir à leur place; plus personne pour leur faire des lois, leur donner des prêtres et des juges, des baies-mains et des décorations, des grades et des dignités.

Plus de roi, plus rien!
Ce trône délaissé leur semblait un gouffre: l'abîme où la nation allait se précipiter, s'ensévelir. Et tous les bons Castellans étaient obsédés d'un questionneur affreux: le goussier du vide!

On entendait même, horreur! des voix murmurer dans l'ombre que ce vide était un bien, qu'il fallait se garder de le remplir; d'affreux hommes oseraient crier: Vive la République!

On n'y tint plus: on fusilla périodiquement les séditieux, et Prém partit à la recherche d'un roi.

Par malheur, les rois ont l'air de se dégoûter du métier. Tout prince à qui l'on propose aujourd'hui une couronne ne peut s'empêcher de penser à Charles Ier, Louis XVI, Maximilien, Othon et ce pauvre roi George; il demande du temps, consulte papa et maman, et quelquefois refuse. Aussi les bons Espagnols étaient-ils toujours au grand, et comme sœur Anne, ne voyaient rien venir..... que Prém, les mains vides.

Et le trône était toujours vacant, et la nation vivait toujours sans roi. Encore un peu, elle en eût pris son parti. Mais conceit-on le monde tournant sans un roi d'Espagne! A tout prix, il en fallait un; bon ou mauvais, jeune ou vieux, gros ou maigre, il en fallait un.

A qui s'adresser depuis que le bon Dieu est sourd, et que Jupin n'envoie plus ni sautoir ni grue?

Bonadai, une idée lumineuse jaillit dans le cerveau du courtier au trône: Prém a trouvé le placement de son ours.

Admirer la combinaison: ce qu'il fallait à l'Espagne, ce n'était pas un prince espagnol, le pays en est rassuré. Ce n'était pas un Portugais: les intérêts des deux parties de la Péninsule auraient pu se froier et s'harmoniser. Ce n'était pas un Français naturalisé: il aurait pu être libéral et connaître la nation qu'il aurait été appelé à gouverner. Ce n'était pas un Italien, ce n'était pas un Anglais..... C'était un Prussien.

Et cela pour bonnes raisons: d'abord, parce qu'un gouvernement national aurait résolu trop simplement la question; puis, parce que le sentiment du pays répugnait à voir un étranger sur le trône d'Espagne; enfin parce que n'ayant qu'un seul voisin puissant en Europe, il fallait tout faire pour le mécontenter et se l'allier.

Toute la France, moins son gouvernement, était sympathique au réveil d'un peuple autrefois grand et puissant, que les souvenirs et les intérêts liaient à sa politique; d'un peuple auquel elle eût tenu à faire oublier la campagne de 1809, en lui tendant la main pour l'aider à reconquérir son rang d'antefois parmi les puissances européennes. La politique de l'Espagne était claire, indiquée, tracée; c'était la conduite du bon sens. Mais est-ce que les militaires et les diplomates connaissent cela, le bon sens! Allons donc! c'est bon tout au plus pour la populace et les socialistes. A ces messieurs, il faut quelque chose de neuf, d'original, de surprenant; quelque chose qui puisse se signer, et qui fasse du bruit, du tapage, du flâta.

Or, en fait de bruit et de tapage, il n'en est guère de plus retentissant que celui du canon. En parlant connaître, Prém sut mettre la mèche aux poudres.

La Prusse, gonflée de ses dernières victoires, maîtresse, sous prétexte d'unification, de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et dominant par là notre frontière de l'Est; la Prusse, riche d'influence et de puissance sur la Belgique; la Prusse, confiante en l'Italie, à la quelle elle promettait et donnerait volontiers Rome; la Prusse, comptant bien écamoter la neutralité de la Suisse avec ou sans chemin de fer— ou ne se gêner pas avec les petits, le Danemark le sait. — La Prusse donc avait entouré la France d'un cercle presque complet d'hostilité ou de mauvais vouloir; depuis la Manche jusqu'au golfe de Gènes, la circonvallation, était complète.

La France sentait, comprenait, voyait; la France eût volontiers réclamé contre l'établissement de ce cercle sanitaire tout le long de sa frontière; mais la France n'a pas le droit de parler, et son seigneur et maître avait trop à faire pour s'écarter sa dynastie: il patientait, patientait, attendant de meilleurs jours; le jour peut-être où la France aurait résigné entre ses mains et celles de l'impérial collègue tous les droits des générations futures.

Mais si partisan que l'on soit de la longanimité, il

est des affronts qui feraient perdre patience aux saints; si disposé qu'un monarque puisse être à tout sacrifier pour établir sa dynastie, il n'en est pas moins obligé de maintenir et conserver le seul prétexte à dynastie: le trône. Or, tout à coup, l'on apprend en France que l'ingénieux Prém et l'intriguant Bismarck ont réussi à créer à l'empire une situation impossible. Ce n'est plus seulement le Rhin, ce ne sont plus seulement les Alpes, c'est encore la Méditerranée, ce sont encore les Pyrénées qui vont, sous l'influence prussienne, compléter la muraille derrière la quelle on veut renfermer la France.

Cette fois, la sécurité du trône était compromise: l'agale parla. Il parla guerre et massacre, canonade et mitraille.

La guerre, soit; mais la guerre n'intéresse pas que les monarques et les hauts personnages. Non seulement ce ne sont pas eux qui la font, mais leurs intérêts ne sont pas les seuls en jeu. Quelle sera d'une part des peuples dans le présent conflit? quelles modifications le résultat apportera-t-il à leur condition actuelle? Il y a là un curieux travail d'anticipation, de vaticination, dont il est à peine possible de dégager les premiers éléments, vu le peu de temps qui nous sépare peut-être de l'accomplissement des faits, et le peu d'étendue que ce journal permet de consacrer à une seule question.

Au moins, pouvons-nous donner un aperçu de ce que peuvent espérer ou craindre les nations intéressées, d'après la condition politique et sociale de chacune.

L'intérêt véritable de l'Allemagne (nous parlons du peuple) est aujourd'hui diamétralement opposé aux intérêts des maîtres de la Prusse. L'Allemagne réunie en confédération est dans son état vrai, normal; elle constitue ainsi le noyau de la Confédération européenne, dont elle est le centre réel, par suite de la diffusion de son caractère et de sa langue chez les nations qui l'entourent: France, Belgique, Hollande, Danemark, Prusse, Autriche, Suisse, qui toutes ont une partie de leur territoire d'origine ou de langue allemande.

Mais la Confédération allemande vassale de la Prusse; ayant à sa tête comme chancelier le premier ministre de Prusse; n'étant qu'une force, un appui pour la monarchie prussienne; la Confédération allemande perd ce caractère d'universalité; au lieu de devenir l'espérance dans l'avenir, elle devient la menace dans le présent, en mettant sa puissance d'attraction au service d'une politique spéciale, étroite.

L'Allemagne ne sera dans son rôle vrai, sain, logique, que le jour où, Confédération libre, elle sera le modèle et le point de départ des Etats Unis d'Europe.

Elle a donc tout à gagner à être soustraite à la domination prussienne. Son véritable intérêt est dans la défaite du gouvernement prussien.

Toutefois, remarquons bien que si ceci est vrai en principe simple, une autre considération peut faire hésiter à adopter cette conclusion abrupte. La Prusse une fois vaincue, le vainqueur saura-t-il respecter le bon sens et mettre la Confédération allemande dans sa vraie position? Heureusement ces questions intéressent l'équilibre européen, et les nations neutres interviendraient.

Si le Congrès de la paix place l'Allemagne affranchie et neutralisée comme une séparation entre l'ambition dynastique des Hohenzollerns, des Hapsbourg et des Bonaparte; comme un champ libre à l'idée, interdit à la brutalité des rois; nous pourrions dire que la vraie victoire a été gagnée par la Révolution.

Mais le gouvernement prussien peut être victorieux; et alors, ce n'est pas seulement la France qui en souffrirait, c'est l'Europe entière dont la partie centrale, depuis la Russie jusqu'à l'embouchure du Rhin, depuis la Baltique jusqu'au Tyrol, serait, sous une forme ou sous une autre, l'empire du roi Guillaume ou plutôt du comte de Bismarck.

La France, si est vrai, serait probablement débarrassée de la dynastie des Bonaparte; mais il est fort à craindre que le victorieux Guillaume ne consente pas à la laisser établir chez elle, à la porte même de l'empire prussien, cette république si désirée.

Quelle serait en outre la puissance morale extérieure de la France, arrivant à la consécration de la révolution par une humiliation?

Non seulement le Bonaparte, mais la France souffrirait de cette défaite, car son action révolutionnaire serait nulle sur l'Europe centrale prussifiée.

Ce n'est pas des mains de la Prusse que nous devons attendre la délivrance: c'est de nous-mêmes. Que la victoire rende Napoléon plus puissant, c'est à nous de redoubler d'efforts pour le renverser; et alors seulement la révolution triomphante pourra ébranler le sol européen de sa marche victorieuse.

Et le gouvernement espagnol, cause insensée de

cette guerre, que gagnera-t-il à ce conflit? Du mépris.

Du mépris: s'il est le complice de l'une des parties belligérantes; du mépris, s'il est assez peu prudent pour s'allier le gouvernement français en se jetant dans les bras de la dynastie prussienne.

Quant à la nation espagnole, que la Prusse y établisse son prince, ou que Bonaparte y restaure quelque ancien prétendant, elle apprendra une seconde fois à ses dépens ce que coûtent les rois étrangers ou imposés. Espérons que la leçon profitera enfin et qu'enfin les peuples de la rage d'aller quérir un monarque en disponibilité, chaque fois que, par hasard, ils ont le bonheur d'être libres.

VARIETES.

Galerie des Bêtes curieuses.

L'HOMME.

Dét notre vanité s'effleurer, il faut le dire: l'homme est un animal, et le plus étrange de tous. Les naturalistes l'ont appelé *Homo sapiens*, Homme sage ou savant, comme vous voudrez; mais c'est un sage qui fait souvent des folies, un savant remarquable par sa bêtise.

C'est le roi des animaux et l'esclave de ses passions comme de ses semblables.

C'est un animal raisonnable qui déraisonne; un animal parlant qui parle pour ne rien dire, quand il n'entend pas la parole à cacher ou à punir; un animal intelligent qui brille par son ignorance; un animal perfectible qui souvent se perfectionne à la façon des écrivains; un animal sociable qui exploite, gruge, vole, pille et égorgé ses semblables.

C'est l'être le plus changeant, le plus mobile et le plus capricieux de toute la création.

C'est Protée aux mille formes, le Sphinx impénétrable, une énigme indéchiffrable.

Le lion est fier et sanguinaire, mais il est toujours alimé, c'est sa nature; il se repait de carnage, mais on ne le voit pas ensuite, plein de compassion et de remords, pleurer ses victimes et soigner leurs blessures. L'homme varie à chaque heure, chaque minute du jour; c'est à la fois le plus féroce et le plus généreux, le plus grand et le plus ignoble, le plus sage et le plus fou, le plus dévoué et le plus égoïste, le plus soumis et le plus indépendant, le plus vertueux et le plus vicieux de tous les êtres. Et le même individu est successivement tout cela, souvent dans le cours de quelques semaines.

Tantôt il se vautre dans la fange des plus brutales orgies, dans les bas-fonds de la plus basse sensualité; et l'instant d'après, son intelligence s'éleve dans l'infini au parcourir les horizons fleuris de l'avenir.

Tantôt il se baigne dans le sang, il égorgé ses semblables avec volupté, il se complait aux palpitations des victimes; et l'instant d'après, il affronte la mort pour sauver quelques-uns de danger.

Tantôt il exploite son prochain, il joint de ses sueurs, de ses privations, de ses misères; il le voit succomber à la tâche sans sourcilier; et l'instant d'après, il s'efforce de soulager l'infortuné.

Qui définirait cet être si changeant, si différend de lui-même! Qu'est-ce que l'homme!

L'homme, c'est l'être progressif et sociable et par conséquent libre.

Chez l'animal, les facultés se développent d'elles-mêmes; elles arrivent à leur plénitude sans même que l'individu en ait conscience. Aussi les mêmes facultés caractérisent toujours les mêmes espèces. L'oiseau ne varie pas dans la structure de son nid, l'abeille, dans celle de sa ruche; poussé par un instinct inflexible, l'animal accomplit toujours les mêmes actes que ses ancêtres.

Chez l'homme, au contraire, les facultés n'existent qu'à l'état de germe; elle ne se développent que par l'usage, l'exercice, l'étude, le travail. Quelques égales en nombre, elles se peuvent se développer toutes en même temps; l'homme néglige les unes pour extérioriser les autres; de la cette diversité d'autant plus grande que la civilisation avance, que la science se réalise.

L'animal, c'est l'esclave de l'instinct, le somnambule qui agit sans avoir conscience de ses actes.

L'homme, c'est l'intelligence progressive, la virtualité qui pense, raisonne et se détermine, l'être libre qui a conscience de ses actes, qui se fait ce qu'il est, qui est l'artisan de ses destinées.

L'animal se développe par l'instinct, l'homme, par l'éducation.

L'être qui peut seul communiquer ses pensées par la parole, est aussi le seul être sociable; chez l'animal, il y a le troupeau, chez l'homme seul, il y a la société.

A l'origine, tous les hommes se ressemblent; la seu-

la différence possible entre le sauvage, c'est le plus ou moins de force physique. Mais plus l'homme progresse, plus il se diversifie; le même individu ne pouvant embrasser à la fois toutes les branches des connaissances et de l'activité humaine, il ne devient fort dans aucune chose qu'à la condition de rester faible dans toutes les autres.

A l'origine, l'individu subvient à tous ses besoins, c'est la liberté par l'isolement. Mais plus l'homme se développe, plus le concours de ses semblables lui devient nécessaire; s'excellant que dans une spécialité, il n'est plus qu'un rouage de la grande machine sociale, rouage d'autant plus important lorsqu'il est isolé, que l'homme est plus instruit, plus développé.

L'égalité n'est pas la similitude; elle naît de la diversité même; car le monde a besoin du concours de toutes les aptitudes, de toutes les spécialités.

En lui-même, tout ce qui est en nous l'homme contribue à former son caractère. Féroce et gaudisseur dans un milieu militaire, égoïste et fripon dans un milieu spéculateur, vaniteux et débauché dans un milieu de grande seigneurie, il deviendra libéral, généreux, équitable dans un milieu de justice et de liberté.

Le caractère national ne vient ni du sol ni du climat; tout cela n'a qu'une influence secondaire. Il vient des lois, des institutions, du gouvernement. Les Grecs et les Romains d'aujourd'hui ne ressemblent plus à ceux d'autrefois, et les Asiatiques vils, rampants, dissolus, ignorants et lâches, sont les descendants des Patriotes, des héros, des Français. Le climat est le même, les institutions ont changé.

Changer le milieu, vous changez l'homme; reformez les institutions, vous modifierez ses tendances, son caractère. Faites qu'un monde égoïste et fripon soit obligé de se servir qu'un seul, créez un monde où nul ne puisse travailler à son propre bien-être sans contribuer à celui de tous, et l'homme, aujourd'hui le loup de l'homme, s'en deviendra pas le dieu, mais l'ami, le frère, le soutien.

L'homme est poussé par deux mobiles; les passions et le raison.

Tant que son intelligence n'est pas développée, tant qu'il ne fait pas converger vers une idée supérieure ses pensées et ses actes, c'est l'instinct qui dirige et qui agit; par excellence, son passion, instinct comme son être, tant que tout l'instinct, tout l'instinct; ses dans sont vils, mobiles et fugitifs, c'est la faibles qui brille et s'éteint en un instant. Chaque nouvelle impression lui donne une impulsion nouvelle et souvent opposée; ce qu'il est maintenant, il ne le sera plus l'instant qui va suivre. Mais qu'il s'instruise, qu'il développe son intelligence, qu'il éclaircisse sa raison, et, au lieu d'être aux entrainements du moment, une idée supérieure dirigera ses actes; il deviendra conséquent avec lui-même.

Qu'est-ce que l'homme? Une virtualité qui progresse; à l'origine, rien; dans l'avenir, tout.

Qu'est-ce que l'homme? Le résultat de l'éducation, du milieu, l'instinct qui se fait lui-même. Partir de l'ignorance, il marche à la liberté; parti du déshonneur, il conquiert la richesse; parti de l'esclavage, il s'élève à la liberté. Pour savoir ce qu'il est, demandez ce qu'il deviendra.

Qu'est-ce que l'homme? L'œuvre, lorsque l'humanité aura terminé sa tâche, vous le demanderez au dernier des humains.

LE COMLOT.

Enfin, après plusieurs mois de prison préventive, le gouvernement de Bismarck a bien voulu mettre en jugement les auteurs du fameux complot contre la sûreté de l'Etat et la vie de l'empereur, qui arriva si à point à l'apogée du régime.

Naturellement, chacun se demande quel est en réalité ce fameux complot, et quels sont les chefs d'accusation lancés contre les prévenus?

Eh bien! ce sont les suivants:

- 1.—D'appartenir à l'Association internationale des travailleurs. Quel crime!
2.—De professer des doctrines collectivistes frisant le communisme. Quelle infamie!
3.—De soutenir les ouvriers dans leurs grèves et leurs réclamations contre les patrons qui veulent par trop les exploiter. Quelle atrocité!
4.—D'avoir conspiré contre la sûreté de l'Etat dans les Congrès de Genève de Lausanne et de Bâle. Quelle abomination!
5.—D'avoir conspiré contre la vie de l'empereur, en déclarant que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des empires. Quelle horreur!

Sont-ce là des crimes assez effroyables?

Il fut un temps où, en France, le ridicule était encore plus effrayant que ne peuvent le faire les fusils et les canons. Un immense flot de rire, une explosion de mépris, était dit.

Eh bien, jamais gouvernement ne fut plus ridicule que celui de Bismarck; ridicule au Mexique, ridicule à Rome, ridicule par les républicains qu'il inventa, ridicule par les vendeurs et les traîtres dont il se servit de mépris; ridicule enfin jusqu'à inspirer son plus mépris, mais le dégoût. Et cependant, ce gouvernement est encore debout.

Le peuple français serait-il dégénéré?

Non, mais il se recueille pour la lutte suprême qu'il sait qu'il ne suffit plus de renverser les empereurs et les rois, mais qu'il faut affermir partout la République et créer la Fédération des peuples.

LE 14 JUILLET.

Le jour où nous nations nous payons est une date qui restera toujours dans la mémoire des hommes. C'est l'aurore de la révolution de 1789, dont le 4 août fut la consécration, et le 10 août la victoire définitive.

Depuis, que de luttes, que de révolutions, que de sang versé, que de victimes; et cependant, rien n'est changé.

La noblesse s'est faite plus grève que de son; mais une aristocratie financière plus égoïste, plus vile, plus mépris, plus ignorante, plus oppressive, a pris sa place.

Le royaume de Dieu divin a succombé; mais nous avons à sa place l'Empire, le régime du salin.

Comme nos ancêtres, nous souffrons; comme eux, nous sommes exploités, persécutés, tyrannisés, esclaves; comme eux, nous avons à présenter nos cultures de doléances.

Mais nos pères eurent de la logique et du cœur; ils ne souffrirent pas leurs droits, ils les exigèrent; ils n'implorèrent pas la liberté, ils surent la conquérir.

Soyons-nous les dignes fils de nos pères!

COMMUNICATIONS.

SECTION DE NEW-YORK.

Assemblée générale, (Section révisée).

Les citoyens Villa, Debuchy et Tuffet donnent leur démission.

Tout en remerciant l'Assemblée de son vote en leur faveur, ils protestent qu'il ne faut pas toujours confier les fonctions aux mêmes citoyens.

On procède à de nouvelles élections.

Sont élus les citoyens:

- SICHELLE, président;
DURAND, 1er vice-président;
HUBERT, 2e vice-président;
MERRANT, secrétaire correspondant;
GAUTIER, 1er vice-secrétaire correspondant;
URBAIN, 2e vice-secrétaire correspondant;
MILLOT, secrétaire;
FAGOT, 1er vice-secrétaire;
RABUT, 2e vice-secrétaire.

IVe SECTION.

Elections semestrielles.

Ont été nommés les citoyens:

- CONSTANT CHRISTENER, président;
CONSTANT NICOLAÛ, 1er vice-président;
BATTAIN, 2e vice-président;
MILLOT, secrétaire;
THOMAS, vice-secrétaire.

2e SECTION.

Ont été nommés les citoyens:

- LATOUR, président;

- PRÉSIDENTS, 1er vice-président;
ANDRÉ, 2e vice-président;
DESCOTTES, secrétaire.

Saint-François.

La société républicaine de Saint-François demande à se réunir le dimanche 14 juillet, à 3 heures, au lieu ordinaire.

Les personnes désireuses de venir assister aux réunions de la société sont priées de se rendre à l'adresse suivante: 125, Wooster street, New York.

La société de Saint-François a pour but le maintien d'une brochure destinée aux citoyens de Saint-François.

La brochure de la société sera distribuée quand le nombre de la publication sera complet.

CONVOCATION.

La Section française de l'Association internationale des Travailleurs se réunira le 14 dimanche de chaque mois, à partir du mois d'août, au numéro 109, Prince street.

REUNIONS.

A New York.

La première section se réunira le premier et le troisième dimanche de chaque mois, à huit heures du soir, 208, Prince street.

La deuxième section se réunira le second et le quatrième dimanche de chaque mois, à huit heures du soir.

La réunion générale des sections se tient le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du soir, au 109, Prince street.

Le Comité chargé de la publication du Bulletin se réunira à New York le premier et le troisième dimanche de chaque mois, à huit heures du soir, dans un bureau, 125, Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du Bulletin de l'Union Républicaine de Langue Française, doit être adressé.

A Saint-Louis, Mo.

La Section se réunira également tous les premiers dimanches de chaque mois à 7 heures du soir, à la salle des Deux, au sud-ouest de Park avenue et de la 7e rue.

CORRESPONDANCES.

Pour tout ce qui concerne la Société de l'Union Républicaine de Langue Française aux Etats-Unis, s'adresser:

- A Boston, Mass. — Au citoyen CHATEAU, care of Palmer Bookstore and Co., 142, Washington street.
A Carondelet, Mo. — Au citoyen A. DUBOIS.
A Chicago, Ill. — Aux citoyens A. GARLAND et CLAYTON 115, Monroe street.
A Koscok, Iowa. — Au citoyen CERVILLON.
A Leavenworth, Kansas. — Au citoyen Cassin Burton.
A Newark, N. J. — Au citoyen GULAY, 165 Walnut street.
A New-York. — Au citoyen D. DURAND, 32, Wooster street.
A Paterson, N. J. — Aux citoyens MERRICK et VOGLER.
A Saint-Louis, Mo. — Au citoyen BUCK, 618, Spruce street.
A Topeka, Kansas. — Au citoyen John LEBOUX.

Union Républicaine de Langue Française. SECTION DE NEWARK.

GRAND PIQUE-NIQUE en commémoration du QUATORZE JUILLET 1789 devant le COURT STREET PARK BREWERY le jeudi 14 Juillet 1870.

La fête commencera à 3 heures de l'après-midi. Billets d'admission: 25 cents. (Cars de Market street, dépôt à Belmont Avenue.)

IRVINGTON CARS. L'ESPRIT DES TEMPS AU CONCILE.

par le Citoyen P. MERRANT, En vente au Bureau de l'Imprimerie, 125, Wooster street, et chez les Correspondants du Bulletin. Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.